

"La politique est une lime sourde et qui parvient lentement à sa fin. "

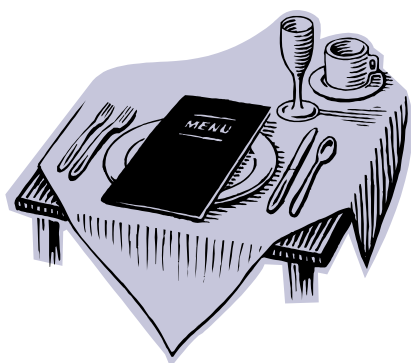
Numéro 30- Mai 2010

L'inFO44



TICKETS RESTOS = TICKETS FISCAUX ???

Le gouvernement envisagerait de taxer les titres restaurant et les chèques vacances au prétexte de faire des économies.... Il s'en prend une nouvelle fois au pouvoir d'achat des salariés !



FO FINANCES rappelle que le titre restaurant permet à de nombreux salariés de se restaurer près de leur lieu de travail à un prix décent et notamment pour les agents des Ministères de Bercy afin de pallier l'absence de structures de restauration collective. Le chèque vacances quant à lui est un moyen offert aux personnes défavorisées de pouvoir partir en vacances..

Avec ce projet, FO FINANCES considère que le gouvernement est en totale contradiction, avec sa volonté affichée par ailleurs, d'étendre le développement des chèques vacances dans les PME...

Pour FO FINANCES ces prestations sociales ne sauraient en aucune façon constituer des avantages fiscaux.

C'est la raison pour laquelle FO FINANCES condamne cette nouvelle annonce qui au final ne pourra se traduire que par une baisse de la prestation alors que FO FINANCES ne cesse de revendiquer une revalorisation de ces mêmes prestations (hausse de la valeur faciale du titre restaurant, élargissement de l'assiette de bonification pour les chèques vacances à la suite de la suppression du plafond de ressources...)

FO FINANCES ne peut accepter ce nouveau projet qui vise à « taxer » des prestations sociales à le plus souvent des salariés les plus modestes, alors que dans le même temps le bouclier fiscal permet à près de 20000 contribuables de bénéficier d'une restitution conséquente !!!!!

C'est pourquoi, FO FINANCES réclame une véritable politique fiscale qui passe par :

- l'abandon du bouclier fiscal
- la réhabilitation de la progressivité de l'Impôt sur le revenu.



OBSERVATOIRE INTERNE : ET POURTANT, ILS CONTINUENT!

Pour la 19ème fois, les agents de Bercy ont participé (en mars 2010) à la désormais "traditionnelle" enquête d'opinion interne.

Ce sont cette fois 3317 agents qui ont répondu aux questions relatives aux axes de modernisation des ministères, au climat social, aux conditions de travail...

Sans surprise, les agents interrogés confirment largement les constats et analyses portés par FO Finances auprès des responsables administratifs ou politiques :

- **62% des agents considèrent que le rythme de changement est trop rapide** (DGCCRF 75%, Douane 71%, DGFIP 64%).
- Non seulement, au global **seul 1 agent sur 4 juge la démarche de modernisation indispensable** mais à la DGCCRF plus de la moitié des agents juge cette démarche inutile !
- La moitié des agents considère que les changements récents intervenus au sein de leur direction **ont un effet défavorable** (85% à la DGCCRF, 68% à la Douane, 53% à l'INSEE, 49% à la DGFIP).
- **60% des agents estiment que le climat social n'est pas bon** et ce taux monte même à 75% à la DGCCRF.
- 60% encore des agents se déclarent pessimistes quant à l'évolution de leur propre situation.
- 40% des agents déclarent que leur motivation diminue.
- **Pour 70% des agents les conditions de travail se détériorent**, pour 56% l'organisation et les méthodes de travail se dégradent également.
- 50% des agents considèrent qu'ils ne sont pas écoutés et 40% que la gestion des carrières se dégrade également.
- Même si 80% des agents se déclarent satisfaits de travailler dans les ministères de Bercy, faisant référence notamment aux horaires de travail, l'équilibre vie privée – professionnelle, le contenu du travail, les possibilités de formation et les conditions matérielles de travail, le constat reste accablant !
- Sachant par ailleurs, que près de la moitié des agents se déclare insatisfaite de leur rémunération et que plus de la moitié insatisfaite quant aux possibilités de faire passer ses idées, la reconnaissance de son travail ou les possibilités de promotion.
- **Près de 40% des agents se déclarent en outre prêts à des actions revendicatives** ce qui corrobore largement les mobilisations du 23 mars dernier à Bercy (50% à la Douane, 40% à la DGCCRF, 37% à la DGFIP, 29% à l'INSEE, 26% à la Centrale).



Pour FO Finances, sans aucun doute, il n'est pire sourd que celui qui ne veut entendre !

A bon entendeur... !

☎ ☐ 02-40-20-76-56. - 📧 fo.044@dgfip.finances.gouv.fr. -
<http://www.fo-dgfip-sd.fr/044/>

Permanences

TG / les lundi, mardi et jeudi matins (02.40.20.76.56)

DSF / le dernier vendredi de chaque mois (02.40.89.66.87)

